

RENTÉE 2026 : LA PAUVRETÉ ÉTUDIANTE N'EST PAS UNE FATALITÉ

3 240 euros. C'est désormais le coût d'une rentrée pour une étudiante ou un étudiant non boursier qui ne vit plus chez ses parents. En six ans, la facture a augmenté de plus de 25 %, soit près de 656 euros supplémentaires.

Derrière ce chiffre, il y a une réalité qui devrait tous nous alerter : en France, faire des études signifie encore trop souvent devoir apprendre à vivre pauvre.

20 % des étudiant-es ne mangent pas à leur faim. La moitié travaille en parallèle de ses études pour pouvoir vivre. Une fois le loyer payé, 52 % disposent de moins de 200 euros pour se nourrir, se déplacer, se soigner et faire face à toutes les dépenses du quotidien. Dans le même temps, il n'existe toujours qu'un logement CROUS pour 17 étudiant-es et un étudiant-e sur trois connaît une situation de mal-logement.

Nous refusons de nous habituer à ces chiffres. Nous refusons de considérer qu'il serait normal de sauter un repas pour payer son loyer, de travailler au détriment de ses études ou de renoncer à se soigner. La précarité étudiante n'est pas un rite de passage vers l'âge adulte. Elle est un frein à l'émancipation et une rupture d'égalité entre celles et ceux qui peuvent compter sur leur famille et les autres.

Après des années de promesses et de réformes repoussées, le constat est là : le système d'aides ne protège plus suffisamment celles et ceux qui en ont besoin, le logement étudiant public reste très largement insuffisant et le sous-financement de nos universités fragilise chaque année davantage le service public. Faire payer les étudiant-es ne peut pas être la réponse au désengagement de l'État.

La situation des étudiant-es extra-communautaires est encore plus injuste. Cette année, le coût de leur rentrée atteint 7 023 euros, plus du double de la moyenne nationale. Frais d'inscription multipliés, suppression des APL, durcissement des conditions financières : au moment même où la France prétend renforcer son attractivité universitaire et scientifique, elle ferme ses portes à celles et ceux qui n'ont pas les moyens de payer. Une politique d'autant plus absurde que les étudiant-es internationales.aux représentent 41 % des doctorants en sciences et techniques.

Pour les socialistes, une autre politique est possible. Elle passe par la revalorisation et l'élargissement des bourses et par la création d'une véritable allocation d'autonomie, par un plan massif de construction de logements étudiants publics, par la pérennisation du repas à un euro, par l'encadrement du supérieur privé lucratif et par un réinvestissement durable dans nos universités et nos CROUS. Cette voie est celle de la justice sociale : permettre à chacune et chacun d'étudier dignement et de choisir librement son avenir.